

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE
E/CONF.14/L.49
12 juin 1953
FRANCAIS
ORIGINAL :
ANGLAIS-FRANCAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OPIMUM
Commission principale

EXAMEN DU PROJET DE PROTOCOLE VISANT A REGLEMENTER LA PRODUCTION,
LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE COMMERCE DE GROS ET L'EMPLOI DE L'OPIMUM
(E/2136, annexe)

Textes adoptés par la Commission principale à sa 23ème séance

53-16689

CHAPITRE III - RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LES GOUVERNEMENTS

Article 7

Evaluations

1. D'une façon analogue à ce qu'a prévu pour les "drogues" la Convention de 1931, chaque Partie doit faire parvenir au Comité des évaluations pour l'année suivante concernant chacun de ses territoires et portant sur
 - a) La quantité d'opium requise pour être utilisée comme telle pour les besoins médicaux et scientifiques, y compris la quantité requise pour la fabrication des préparations exonérées conformément à l'article 8 de la Convention de 1925;
 - b) La quantité d'opium requise pour la fabrication d'alcaloïdes;
 - c) Les stocks qu'elle a l'intention de maintenir, compte tenu des dispositions de l'article 3 et la quantité d'opium qu'il est nécessaire d'ajouter ou de retrancher aux stocks existants pour les porter au niveau voulu;
 - d) Les quantités d'opium qu'elle a l'intention soit d'ajouter aux stocks qu'elle peut avoir constitués à des fins militaires, soit de retrancher desdits stocks en vue de les mettre dans le commerce licite.
2. Par total des évaluations pour chaque pays ou territoire on entend la somme des quantités spécifiées aux alinéas a et b du paragraphe précédent, augmentée de la quantité nécessaire pour porter les stocks visés aux alinéas c et d du même paragraphe au niveau voulu, ou diminués de la fraction de ces stocks qui dépasserait ce niveau. Toutefois, il ne doit être tenu compte de ces augmentations et diminutions que pour autant que les Parties intéressées auront fait parvenir en temps voulu au Comité les évaluations nécessaires.
3. Chaque Partie qui autorise la production de l'opium doit faire parvenir chaque année au Comité pour chacun de ses territoires une évaluation de la superficie indiquée aussi exactement que possible, sur laquelle elle se propose de cultiver du pavot en vue de produire de l'opium et des évaluations approximatives de la quantité d'opium à produire basées sur le rendement moyen au cours des cinq années qui précèdent. Si la culture du pavot à cette fin est autorisée dans plus d'une région, ces renseignements doivent être fournis séparément pour chaque région.

4. a) Les évaluations prévues aux paragraphes 1 et 3 du présent article doivent être établies selon le modèle qui est prescrit de temps à autre par le Comité.
b) Chaque évaluation doit être envoyée au Comité de manière à lui parvenir pour la date qu'il a prescrite. La date fixée peut ne pas être la même pour les évaluations visées au paragraphe 1 du présent article et pour celles visées au paragraphe 3. Le Comité, tenant compte des dates différentes auxquelles a lieu la récolte de l'opium, peut aussi fixer des dates différentes pour les évaluations que les Parties doivent fournir en vertu du paragraphe 3 du présent article.
5. Chaque évaluation doit être accompagnée d'un exposé de la méthode employée pour l'établir et pour calculer les différentes quantités qui y sont inscrites.
6. Les Parties peuvent fournir des évaluations supplémentaires, diminuant ou augmentant les évaluations primitives; ces évaluations supplémentaires doivent être envoyées promptement au Comité avec l'explication des raisons des modifications apportées. A l'exception de l'alinéa b du paragraphe 4 ainsi que du paragraphe 9, les dispositions du présent article s'appliquent à ces évaluations supplémentaires.
7. Les évaluations doivent être examinées par l'Organe de contrôle, lequel peut demander toute indication ou précision supplémentaire pour compléter une évaluation ou pour expliquer toute indication qui y figure, et peut modifier, avec le consentement du gouvernement intéressé, ces évaluations.
8. Le Comité doit demander pour les pays ou territoires auxquels le présent Protocole ne s'applique pas, des évaluations établies conformément aux dispositions du présent Protocole.
9. Si, pour tout pays ou pour tout territoire, des évaluations ne parviennent pas au Comité à la date fixée par celui-ci conformément à l'alinéa b du paragraphe 4 du présent article, ces évaluations doivent être établies, autant que faire se pourra, par l'Organe de contrôle.

10. Les évaluations prévues au paragraphe 1, y compris les évaluations établies par l'Organe de contrôle conformément au paragraphe 9 du présent article, ne doivent pas être dépassées par les Parties tant qu'elles n'auront pas été amendées le cas échéant, par des évaluations supplémentaires.

11. S'il ressort des relevés des importations et des exportations adressés au Comité en vertu de l'article 8 du présent Protocole ou de l'article 22 de la Convention de 1925 que la quantité d'opium exportée à destination d'un pays ou territoire quelconque dépasse le total des évaluations définies au paragraphe 2 du présent article pour ce pays ou ce territoire, augmenté de ses exportations constatées, le Comité en avisera immédiatement toutes les Parties. Celles-ci ne pourront plus autoriser, pendant l'année en question, aucune nouvelle exportation à destination dudit pays ou territoire, sauf :

- a) Dans le cas où une évaluation supplémentaire sera fournie pour ce pays ou territoire, en ce qui concerne à la fois toute quantité importée en excédent et la quantité supplémentaire requise, ou :
- b) Dans les cas exceptionnels où l'exportation est, de l'avis de la Partie exportatrice, essentielle aux intérêts de l'humanité ou au traitement des malades.

Article 8
Statistiques

1. Les Parties doivent fournir au Comité pour chacun de leurs territoires :
 - a) Le 31 mars au plus tard, des statistiques, portant sur l'année précédente, indiquant :
 - i) La superficie cultivée en pavots aux fins de la production de l'opium et la quantité d'opium qui y est produite;
 - ii) La quantité d'opium consommée, c'est-à-dire les quantités d'opium soit livrées au commerce de détail, soit remises, en vue d'être dispensées ou administrées, à des hôpitaux ou à des personnes compétentes dans l'exercice licite de leurs fonctions professionnelles ou médicales;
 - iii) La quantité d'opium employée pour la fabrication d'alcaloïdes stupéfiants ou de préparations opiacées, y compris la quantité requise pour la fabrication des préparations pour l'exportation desquelles les autorisations d'exportation ne sont pas requises, que ces préparations soient destinées à la consommation intérieure ou à l'exportation, le tout conformément aux dispositions des Conventions de 1925 et 1931.
 - iv) La quantité d'opium saisie dans le trafic illicite, la quantité et la manière dont il en a été disposé;
 - b) Le 31 mai au plus tard, des statistiques indiquant les stocks détenus au 31 décembre précédent;

Dans les statistiques relatives à ces stocks, il ne sera pas tenu compte des quantités d'opium détenues par une Partie à des fins militaires au 31 décembre 1953, mais il sera tenu compte de toute quantité qui y serait ultérieurement ajoutée et de toute quantité qui en aurait été retirée et mise dans le commerce licite;
 - c) Dans les quatre semaines qui suivent la fin du trimestre auquel elles se rapportent, des statistiques trimestrielles indiquant le montant des importations et des exportations d'opium.
2. Les statistiques visées au paragraphe 1 du présent article sont établies sur les formulaires dont le Comité prescrit l'emploi et de la façon qu'il détermine.

3. Les Etats producteurs, parties au présent Protocole, fourniront aussi exactement que possible au Comité, s'ils ne l'ont déjà fait, pour les années 1946 et suivantes, les statistiques requises au point i de l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article.
4. Le Comité publie les statistiques visées au présent article, sous la forme et aux intervalles qu'il juge appropriés.

Article 9

Rapports du Secrétaire général

1. Les Parties doivent fournir au Secrétaire général les rapports suivants :
 - a) Un rapport relatif à l'organisation et aux attributions conférées par l'article 2 à l'organisme visé à cet article et aux attributions conférées par l'article 2 aux autres autorités compétentes s'il y a lieu;
 - b) Un rapport relatif aux mesures législatives, réglementaires ou administratives qu'elles auront prises en conformité des dispositions du présent Protocole;
 - c) Un rapport annuel relatif au fonctionnement du présent Protocole. Ce rapport doit être établi en suivant le modèle prescrit par la Commission et peut être inclus dans les rapports annuels visés à l'article 21 de la Convention de 1931 ou y être annexé.
2. Les Parties doivent en outre fournir au Secrétaire général les informations supplémentaires au sujet de toutes modifications importantes concernant les questions visées au paragraphe précédent.

Chapitre IV - CLAUSES FINALES

Article 10

Mesures d'application

Les Parties s'engagent à prendre toutes mesures législatives réglementaires ou administratives de nature à rendre pleinement effectives les dispositions du présent Protocole.

Article 17

Dispositions transitoires

1. A titre transitoire, toute Partie peut, à condition d'avoir fait une déclaration expresse à cet effet au moment de sa signature ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, autoriser :

a) L'usage de l'opium sur l'un quelconque de ses territoires pour des besoins quasi médicaux;

b) La production, l'importation ou l'exportation de l'opium pour de tels besoins en provenance ou à destination de tout Etat ou territoire désigné au Comité au moment des déclarations d'évaluations prévues à l'alinéa b du paragraphe 4 du présent article, à condition :

i) Que l'usage de l'opium pour ces besoins ait été à la date du 1er janvier 1950 traditionnel sur le territoire pour lequel la déclaration est faite et que cet usage ait été autorisé à cette date;

ii) Qu'aucune exportation ne soit autorisée vers un Etat qui n'est pas partie au présent Protocole;

iii) Que la Partie s'engage à abolir, dans un délai déterminé qui doit être stipulé par elle au moment de la déclaration et qui ne doit en aucun cas dépasser quinze ans après la date de la mise en vigueur du présent Protocole, l'usage, la production, l'importation et l'exportation de l'opium pour des besoins quasi médicaux.

2. Toute Partie qui a fait une déclaration conformément au point iii de l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article est autorisée, dans le délai stipulé dans cette déclaration, à détenir chaque année, en plus des stocks maximums prévus à l'article 3 des stocks égaux aux quantités consommées pour des besoins quasi médicaux au cours des deux années qui précèdent.

3. Toute Partie peut également, à titre transitoire et à condition d'avoir fait une déclaration expresse à cet effet au moment de sa signature ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, permettre de fumer l'opium aux opiomanes âgés au moins de vingt et un ans qui ont été immatriculés à cet effet au 30 septembre 1953 par les autorités compétentes.

4. Toute Partie qui fait usage des dispositions transitoires prévues au présent article doit :

- a) Inclure dans le rapport annuel qu'elle doit adresser au Secrétaire général conformément à l'article 9, un exposé des progrès accomplis au cours de l'année précédente en vue de rendre effective l'abolition de l'usage, de la production, de l'importation ou de l'exportation de l'opium pour des besoins quasi médicaux et de l'opium à fumer;
- b) Présenter séparément, en ce qui concerne l'opium utilisé, importé, exporté et détenu pour les besoins quasi médicaux, et pour l'opium utilisé, et détenu pour être fumé, telles évaluations et statistiques qui doivent être fournies aux termes des articles 7 et 8 du présent Protocole.

5. a) Si une Partie qui invoque les dispositions transitoires du présent article ne fournit pas :

- i) Le rapport visé à l'alinéa a du paragraphe 4 dans les six mois suivant l'expiration de l'année civile à laquelle se rapportent les renseignements qu'il contient,
- ii) Les statistiques visées à l'alinéa b du paragraphe 4, dans les trois mois suivant la date à laquelle elles doivent être fournies conformément à l'article 8,
- iii) Les évaluations visées à l'alinéa b du paragraphe 4, dans les trois mois suivant la date fixée à ce sujet par le Comité conformément à l'article 7,

le Comité ou le Secrétaire général, selon le cas, doit adresser à la Partie intéressée une communication indiquant son retard, et lui demander de fournir ces renseignements dans les trois mois qui suivent la réception de cette communication;

b) Si une Partie ne se conforme pas, dans le délai indiqué ci-dessus, à la demande du Comité ou du Secrétaire général, les dispositions transitoires autorisées par cet article ne doivent plus, à l'expiration de ce délai, s'appliquer à cette Partie.